



PRÉFÈTE DE LA SARTHE

Préfecture
Direction des Relations avec les Collectivités Locales
Bureau de l'utilité publique

Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement des
Pays-de-la- Loire

Unité Départementale de la Sarthe

ARRETE n° DIRCOL 2016-0124 du 11 avril 2016

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement

Arrêté préfectoral complémentaire portant sur la constitution de garanties financières pour l'exploitation d'un centre de transit d'ordures ménagères, de déchets dangereux et non dangereux par la SAS NCI ENVIRONNEMENT ZIS 4, route d'Allonnes 72000 LE MANS

La préfète de la Sarthe
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, et notamment le titre I du livre V pour ses parties législatives et réglementaires ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié fixant la liste des installations classées soumises à obligation de constitution de garanties financières en application de l'article R. 516-1 5° du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation du 2 novembre 1988 délivré à la société T2N pour l'exploitation d'une plate-forme de transit de déchets ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°09-4193 délivré le 5 octobre 2009 à la SAS ISS ENVIRONNEMENT, en vue du transfert à son nom des activités et de l'actualisation des prescriptions d'exploitation du centre de transit d'ordures ménagères, de déchets dangereux et non dangereux sur le territoire de la commune du Mans ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°2011146-013 délivré le 26 mai 2011 à la SAS NCI ENVIRONNEMENT portant le classement des activités relevant de la nouvelle nomenclature déchets et actant le changement d'exploitant à son bénéfice des activités précédemment exercées par la société ISS ENVIRONNEMENT ;

Vu le courrier du 18 mars 2013 de la SAS NCI ENVIRONNEMENT demandant le bénéfice des droits acquis sous la rubrique 2710 de la nomenclature des ICPE ;

Vu le courrier en date du 30 décembre 2013, complété par courrier daté du 22 mai 2014, par lesquels la SAS NCI ENVIRONNEMENT – Le Mans transmet une proposition de calcul du montant de la garantie applicable aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux et dangereux de l'établissement, visées sous les rubriques 2714-1 et 2718-1 de la nomenclature des ICPE ;

Vu le courrier du 2 juillet 2015 de la SAS NCI ENVIRONNEMENT demandant le bénéfice des droits acquis sous la rubrique 2711 de la nomenclature des ICPE ;

Vu le courrier du 22 juillet 2015 de la SAS NCI ENVIRONNEMENT demandant la mise à jour de son arrêté préfectoral en matière de description des activités du site et de code déchets admis sur le site ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 12 février 2016 ;

Vu l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques réuni le 3 mars 2016 ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre à jour le classement des activités de la SAS NCI ENVIRONNEMENT notamment au regard des changements intervenus dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que l'extension de la liste des déchets dangereux n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du code de l'environnement ;

Considérant que la SAS NCI ENVIRONNEMENT – Le Mans est visée dans la liste des installations figurant à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié fixant la liste des installations classées soumises à obligation de constitution de garanties financières en application de l'article R. 516-1 5° du code de l'environnement pour ses installations de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux et dangereux ;

Considérant qu'en application de l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié fixant la liste des installations classées soumises à obligation de constitution de garanties financières en application de l'article R. 516-1 5° du code de l'environnement, cette obligation démarre au 1^{er} juillet 2012 ;

Considérant qu'en application de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié fixant la liste des installations classées soumises à obligation de constitution de garanties financières en application de l'article R. 516-1 5° du code de l'environnement, l'exploitant doit, pour les installations concernées, constituer 40 % du montant initial des garanties financières avant le 1^{er} juillet 2015 ;

Considérant qu'en application de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées, la proposition de montant des garanties financières est adressée au préfet au moins 6 mois avant la première échéance de constitution, soit avant le 31 décembre 2013 ;

Considérant que la SAS NCI ENVIRONNEMENT – Le Mans a transmis cette proposition et que le montant des garanties financières proposé respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées ;

Considérant que ce montant est établi sur la base de quantités de déchets entreposés qu'il convient de fixer ;

Considérant que l'article R. 512-31 du code de l'environnement prévoit que des arrêtés complémentaires peuvent être pris sur proposition de l'inspection des installations classées afin de fixer des prescriptions additionnelles que la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement rend nécessaires ;

Considérant que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance de l'exploitant et que celui-ci a indiqué, par courriel en date du 23 mars 2016, n'avoir aucune observation à formuler ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Sarthe ;

ARRETE

ARTICLE 1

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral n°2011146-013 délivré le 26 mai 2011 sont abrogées.

ARTICLE 2

L'article 1.1.3 de l'arrêté préfectoral n°09-4193 du 5 octobre 2009 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« La liste des installations exploitées par la SAS NCI Environnement – Le Mans répertoriées dans la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement est mise à jour suivant le tableau ci-après :

Rubriques	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte	175 t + 60 t d'amiante lié	A
2714.1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. 1 – Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1 000 m³.	1650 m³	A
2718.1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793. 1 - La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 tonne	175 tonnes + 60 t d'amiante lié	A
2710-2b	Installation de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets 2 – Collecte de déchets non dangereux Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 300 m³ et inférieur à 600 m³	350 m³	E
2716.2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719. 2 – Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1000 m³.	400 m³	DC
2711	Installations de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques Le volume susceptible d'être entreposé étant supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1000 m³.	100 m³	DC

Rubriques	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime
1435-3	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant supérieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	1 250 m ³ /an	DC
2715	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant inférieur à 250 m ³ .	30 m ³	NC
2713	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant inférieure à 100 m ² .	48 m ²	NC
4734	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosène (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant inférieure à 50 t au total.	38,1 tonnes	NC

(*) : A (autorisation), E (enregistrement), D (déclaration) ou NC (Non Classé)

ARTICLE 3

L'article 1.1.4 de l'arrêté préfectoral n°09-4193 du 5 octobre 2009 est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 1.1.4 Description de l'établissement »

Les installations sont implantées sur la commune du Mans, 4, route d'Allonnes. Le site occupe les parcelles 245 et 246 de la section RX du plan cadastral de la ville du Mans. La surface totale du terrain est d'environ 8 000 m².

Article 1.1.4.1 Activités

Les activités de la SAS NCI Environnement - Le Mans sont présentées ci-après :

- Transit et regroupement d'ordures ménagères

Fonction : transit et regroupement des ordures ménagères ayant pour but de permettre la rupture de

charge au cours du transport des ordures ménagères entre la zone de collecte et le centre de traitement (enfouissement ou incinération), la durée de séjour des ordures ménagères ne devant pas excéder 24h.

- Transit, regroupement et tri de déchets non dangereux en mélange provenant des industriels et des ménages

Fonction : transit, regroupement et tri de déchets non dangereux issus des industriels reçus en mélange ou non et de déchets non dangereux issus de la collecte sélective des ménages, en vue de favoriser leur valorisation ultérieure par récupération matière ou énergétique.

- Transit, regroupement et tri de déchets dangereux

Fonction : transit, regroupement et tri de certains déchets dangereux provenant d'installations industrielles et des déchets ménagers spéciaux collectés sur les déchetteries, en vue d'optimiser leur transport vers les sites de regroupement, reconditionnement, traitement ou d'élimination de déchets dangereux.

- Transit des déchets d'amiante

Fonction : transit de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes (amiante ciment ...), en vue de les transférer vers un centre d'élimination (enfouissement).

- Transit, regroupement et tri de déchets d'équipements électriques et électroniques

Fonction : transit, regroupement et tri de déchets d'équipements électriques et électroniques, sans opération de désassemblage ou remise en état.

- Transit, regroupement et tri d'emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages

Fonction : transit, regroupement et tri de déchets d'emballages papiers et cartons (180 t/mois), bois (200 t/mois), métalliques (100 t/mois), verre (100 t/mois) et plastiques (10 t/mois).

L'entreprise assure également la collecte et le transport de déchets.

Article 1.1.4.2 Principales installations

L'établissement comporte les installations suivantes :

- un bâtiment à usage administratif, de vestiaires et locaux sanitaires pour le personnel ;
- une plate-forme de transit de déchets ménagers et de déchets banals industriels et ménagers (500 m²) ;
- un atelier de réparations des véhicules (700 m²) ;
- une aire extérieure de stockage de déchets liquides comprenant :
 - ✓ 3 réservoirs de 30 m³ (dont 1 compartimenté en 2x15 m³) et un réservoir de 15 m³ pour les déchets de solvants ou hydrocarbures ;
 - ✓ 3 réservoirs de 5 m³ pour les déchets basiques ;
 - ✓ 1 réservoir de 15 m³ pour les déchets acides ;
 - ✓ une aire de stockage en fûts, conteneurs, bonbonnes, touries ... (sous auvent) de capacité maximum 40 m³ de déchets dangereux et non dangereux ;
 - ✓ une aire extérieure couverte de 15 m² et une aire non couverte de 35 m² pour le stockage de conditionnements vides et propres (fûts, conteneurs, bonbonnes, touries) ;
 - ✓ une zone étanche en rétention destinée au dépotage des véhicules (70 m²) ;
- un stockage couvert situé en contrebas de la plate-forme de transfert recevant des déchets solides notamment DEEE, amiante lié aux déchets inertes (volume maximum 100 m³), déchets d'emballage ;
- une aire de stockage en transit de déchets verts (100 m²) et de bois (100 m²) ;

Chaque année, 35 000 tonnes de déchets maximum transitent dans les installations, hormis les

déchets provenant d'opérations exceptionnelles d'intervention lors de pollutions accidentelles.

Déchets admis sur le centre : est interdit sur l'installation, la réception et le stockage de tout déchet présentant au moins l'une des caractéristiques suivantes :

- ✓ explosif au sens de la directive CEE n° 79.831 du 18 septembre 1979 ;
- ✓ radioactif ;
- ✓ pulvérulent non préalablement conditionné en vue de prévenir une dispersion ;
- ✓ contaminé selon la réglementation sanitaire.

Les déchets admis sur le centre proviennent d'installations classées pour la protection de l'environnement, ou d'autres provenances, dès lors qu'ils entrent dans les catégories visées en annexe I. »

ARTICLE 4

Le tableau récapitulatif des textes applicables du chapitre 1.6 de l'arrêté du 5 octobre 2009 est remplacé par le tableau suivant :

Date	Texte
31/03/1980	Arrêté relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion.
23/01/1997	Arrêté modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.
02/02/1998	Arrêté modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
29/07/2005	Arrêté modifié fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n°2005-365 du 30 mai 2005.
29/09/2005	Arrêté relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation.
31/01/2008	Arrêté relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets
07/07/2009	Arrêté relatif aux modalités d'analyses dans l'air et dans l'eau pour les IC et aux normes de référence.
04/10/2010	Arrêté modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations soumises à autorisation.
29/02/2012	Arrêté modifié fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R541-43 et R541-46 du code de l'environnement.
31/05/2012	Arrêté modifié fixant la liste des installations soumises à l'obligation de constitution de garanties financières en application du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement.
31/05/2012	Arrêté modifié relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines.

ARTICLE 5

Au sens du paragraphe II de l'article R.515-59 du code de l'environnement, la rubrique 3550 (stockage temporaire de déchets dangereux) est la rubrique dite « principale ».

L'exploitant devra remettre à la préfète de la Sarthe, dans l'année qui suit la publication des conclusions des meilleures technologies disponibles (MTD) du BREF « Traitement de déchets », le dossier de réexamen périodique prévu à l'article R. 515-70-I du code de l'environnement ».

ARTICLE 6

Il est ajouté à l'arrêté du 5 octobre 2009 le chapitre suivant :

«CHAPITRE 1.8 - GARANTIES FINANCIÈRES

Article 1.8.1 - MONTANT ET ÉTABLISSEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées ci-après de manière à permettre, en cas de défaillance de l'exploitant, la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant la remise en état du site.

Rubriques	M	Sc	Me	α	Mi	Mc	Ms	Mg
2714, 2718	204 529	1,1	143 230	1,06	0	138	21800	15600

Le montant total des garanties à constituer, suivant le planning fixé à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié fixant la liste des installations classées soumises à obligation de constitution de garanties financières en application de l'article R. 516-1 5° du code de l'environnement, est de **204 529 euros**, définis par référence avec l'indice TP01 de septembre 2013 égal à 703,90 et pour une TVA de 20 %.

L'exploitant adresse au préfet le document attestant de la constitution des garanties financières établi dans les conditions prévues par l'article 3 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié fixant la liste des installations classées soumises à obligation de constitution de garanties financières et dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement et précise la valeur de l'indice TP01 utilisé.

Article 1.8.2 - RENOUVELLEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins trois mois avant leur échéance.

Article 1.8.3 - ACTUALISATION DES GARANTIES FINANCIÈRES

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du préfet dans les cas suivants :

- tous les cinq ans au prorata de la variation de l'indice publié TP01 ;
- lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze)% de l'indice TP01, dans les six mois qui suivent cette variation.

Article 1.8.4 - RÉVISION DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le montant des garanties financières pourra être révisé lors de toutes modifications des conditions d'exploitation de l'établissement.

Article 1.8.5 - ABSENCE DE GARANTIES FINANCIÈRES

Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées de l'établissement, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 de ce code. Conformément à l'article L. 171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 1.8.6 - APPEL DES GARANTIES FINANCIÈRES

En cas de défaillance de l'exploitant, le préfet peut faire appel aux garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de mise en sécurité après intervention des mesures prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement ;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant ou pour la mise sous surveillance et le maintien en sécurité des installations soumises à garanties financières lors d'un événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement.

Article 1.8.7 - LEVÉE DE L'OBLIGATION DE GARANTIES FINANCIÈRES

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-3 du code de l'environnement, par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal de récolement.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières. »

ARTICLE 7

Il est ajouté à l'arrêté du 5 octobre 2009 l'article suivant :

« CHAPITRE 8.7

Article 8.7.1 - QUANTITÉ DE PRODUITS

Les quantités de produits dangereux et de déchets, soumis à l'obligation de constituer des garanties financières au titre de l'article R. 516-1 du code de l'environnement, sont limitées aux quantités fixées dans le tableau ci-après :

Nom du déchet	Code déchet	Quantité maximale entreposée sur site
Déchets dangereux	Cf Annexe I de l'AP du 05/10/2009	175 tonnes
Amiante lié		60 tonnes
Déchets verts	02 01 03 20 02 01	100 tonnes

Déchets non dangereux	15 01 06	300 tonnes
	19 12 12	
	20 03 01	
	20 03 07	
	20 03 99	
Déchets ultimes	19 12 12	200 tonnes

Article 8.7.2 – EXTENSION DE TRAÇABILITÉ

L'installation est exonérée des obligations de traçabilité entre déchets entrants et sortants pour les déchets ayant subi une transformation importante qui ne permet plus d'assurer cette traçabilité et figurant dans la liste suivante :

- les déchets non dangereux en mélange,
- les déchets verts,
- les déchets dangereux,
- les déchets d'équipements électriques et électroniques.

ARTICLE 8 : Diffusion

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant. Ce document doit en permanence être en sa possession et pouvoir être présenté à toute réquisition.

L'extrait de cet arrêté est affiché en permanence, de façon visible dans l'établissement par l'exploitant.

ARTICLE 9 : Publicité

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie du Mans pour pouvoir y être consultée et un extrait de cet arrêté énumérant notamment les conditions techniques auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la mairie, visible de l'extérieur, pendant au moins un mois.

L'accomplissement de ces formalités est traduit par procès-verbal dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture - bureau de l'utilité publique.

Un avis est inséré par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

ARTICLE 10 : Délais et voies de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet ou d'un recours hiérarchique auprès du Ministre chargé des installations classées pour la protection de l'environnement.

Conformément à l'article L514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes, dans les délais prévus à l'article R514-3-1 du même code :

- par le demandeur ou exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle ledit acte lui a été notifié ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du même code, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage du présent acte, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté

autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 11 : Le secrétaire général de la préfecture de la Sarthe, le maire du Mans, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspecteur de l'environnement, le directeur départemental des territoires, la directrice générale de l'agence régionale de santé, le chef de l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi, le directeur départemental des services d'incendie et de secours et le directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

La Préfète
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,



Thierry BARON

ANNEXE I - LISTE DE DÉCHETS

N° RUBRIQUE	DÉCHETS
02	DÉCHETS PROVENANT DE L'AGRICULTURE, DE L'HORTICULTURE, DE L'AQUACULTURE, DE LA SYLVICULTURE, DE LA CHASSE ET DE LA PÊCHE AINSI QUE DE LA PRÉPARATION ET DE LA TRANSFORMATION DES ALIMENTS
02 03	Déchets provenant de la préparation et de la transformation des fruits, des légumes, des céréales, des huiles alimentaires, du cacao, du café, du thé et du tabac, de la production de conserves, de la production de levures et d'extraits de levures, de la préparation et de la fermentation de mélasses.
03	DÉCHETS PROVENANT DE LA TRANSFORMATION DU BOIS ET DE LA PRODUCTION DE PANNEAUX ET DE MEUBLES, DE PÂTE À PAPIER, DE PAPIER ET DE CARTON
03 02	Déchets des produits de protection du bois.
04	DÉCHETS PROVENANT DES INDUSTRIES DU CUIR, DE LA FOURRURE ET DU TEXTILE
04 01	Déchets provenant de l'industrie du cuir et de la fourrure.
04 02	Déchets de l'industrie textile.
06	DECHETS DES PROCEDES DE LA CHIMIE MINERALE
06 01	Déchets provenant de la fabrication, formulation, distribution et utilisation (FFDU) d'acides.
06 02	Déchets provenant de la FFDU de bases.
06 10	Déchets provenant de la FFDU de produits chimiques contenant de l'azote, de la chimie de l'azote et de la production d'engrais.
06 13	Déchets des procédés de la chimie minérale non spécifiés ailleurs.
07	DÉCHETS DES PROCÉDÉS DE LA CHIMIE ORGANIQUE
07 01	Déchets provenant de la fabrication, formulation, distribution et utilisation (FFDU) de produits organiques de base.
07 02	Déchets provenant de la FFDU de matières plastiques, caoutchouc et fibres synthétiques.
07 03	Déchets provenant de la FFDU de teintures et pigments organiques (sauf section 06 11).
07 04	Déchets provenant de la FFDU de produits phytosanitaires organiques (sauf rubriques 02 01 08 et 02 01 09), d'agents de protection du bois (sauf section 03 02) et d'autres biocides.
07 05	Déchets provenant de la FFDU des produits pharmaceutiques.
07 06	Déchets provenant de la FFDU des corps gras, savons, détergents, désinfectants et cosmétiques.
07 07	Déchets provenant de la FFDU de produits chimiques issus de la chimie fine et de produits chimiques non spécifiés ailleurs.
08	DÉCHETS PROVENANT DE LA FABRICATION, DE LA FORMULATION, DE LA DISTRIBUTION ET DE L'UTILISATION (FFDU) DE PRODUITS DE REVÊTEMENT (PEINTURES, VERNIS ET ÉMAUX VITRIFIÉS), MASTICS ET

	ENCRE S D'IMPRESSION
08 01	Déchets provenant de la FFDU et du décapage de peintures et vernis.
08 02	Déchets provenant de la FFDU d'autres produits de revêtement (y compris des matériaux céramiques).
08 03	Déchets provenant de la FFDU d'encre s d'impression.
08 04	Déchets provenant de la FFDU de colles et mastics (y compris produits d'étanchéité).
08 05	Déchets non spécifiés ailleurs dans le chapitre 08.
09	DÉCHETS PROVENANT DE L'INDUSTRIE PHOTOGRAPHIQUE
09 01	Déchets de l'industrie photographique.
11	DÉCHETS PROVENANT DU TRAITEMENT CHIMIQUE DE SURFACE ET DU REVÊTEMENT DES MÉTAUX ET AUTRES MATÉRIAUX, ET DE L'HYDROMÉTALLURGIE DES MÉTAUX NON FERREUX
11 01	Déchets provenant du traitement chimique de surface et du revêtement des métaux et autres matériaux (par exemple : procédés de galvanisation, de revêtement de zinc, de décapage, de gravure, de phosphatation, de dégraissage alcalin et d'anodisation.)
12	DÉCHETS PROVENANT DE LA MISE EN FORME ET DU TRAITEMENT PHYSIQUE ET MÉCANIQUE DE SURFACE DES MÉTAUX ET MATIÈRES PLASTIQUES
12 01	Déchets provenant de la mise en forme et du traitement mécanique et physique de surface des métaux et matières plastiques.
12 03	Déchets provenant du dégraissage à l'eau et à la vapeur (sauf chapitre 11).
13	HUILES ET COMBUSTIBLES LIQUIDES USAGÉS (SAUF HUILES ALIMENTAIRES ET HUILES FIGURANT AUX CHAPITRES 05, 12 ET 19)
13 01	Huiles hydrauliques usagées.
13 02	Huiles moteur, de boîte de vitesses et de lubrification usagées.
13 03	Huiles isolantes et fluides caloporteurs usagés.
13 05	Contenu de séparateur eau/hydrocarbures.
13 07	Combustibles liquides usagés.
13 08	Huiles usagées non spécifiées ailleurs.
14	DÉCHETS DE SOLVANTS ORGANIQUES, D'AGENTS RÉFRIGÉRANTS ET PROPULSEURS (SAUF CHAPITRES 07 ET 08)
14 06	Déchets de solvants, d'agents réfrigérants et d'agents propulseurs d'aérosols/de mousses organiques.
15	EMBALLAGES ET DÉCHETS D'EMBALLAGES, ABSORBANTS, CHIFFONS D'ESSUYAGE, MATÉRIAUX FILTRANTS ET VÊTEMENTS DE PROTECTION NON SPÉCIFIÉS AILLEURS
15 01	Emballages et déchets d'emballages (y compris les déchets d'emballages municipaux collectés séparément).
15 02	Absorbants, matériaux filtrants, chiffons d'essuyage et vêtements de protection.
16	DÉCHETS NON DÉCRITS AILLEURS DANS LA LISTE :

16 01 en partie : 16 01 07*, 16 01 11*, 16 01 13*, 16 01 14* et 16 01 21*	Véhicules hors d'usage de différents moyens de transport (y compris machines tout-terrain) et déchets provenant du démontage de véhicules hors d'usage et de l'entretien de véhicules (sauf chapitres 13, 14, et sections 16 06 et 16 08).
16 02	Déchets provenant d'équipements électriques ou électroniques.
16 03	Loupés de fabrication et produits non utilisés.
16 05	Gaz en récipients à pression et produits chimiques mis au rebut
16 06	Piles et accumulateurs.
16 07	Déchets provenant du nettoyage de cuves et fûts de stockage et de transport (sauf chapitres 05 et 13).
16 09	Substances oxydantes.
16 10	Déchets liquides aqueux destinés à un traitement hors site.
17	DECHETS DE CONSTRUCTION ET DE DEMOLITION (Y COMPRIS DEBLAIS PROVENANT DE SITES CONTAMINES)
17 06	Matériaux d'isolation et matériaux de construction contenant de l'amiante
20	DÉCHETS MUNICIPAUX (DÉCHETS MÉNAGERS ET DÉCHETS ASSIMILÉS PROVENANT DES COMMERCEs, DES INDUSTRIES ET DES ADMINISTRATIONS), Y COMPRIS LES FRACTIONS COLLECTÉES SÉPARÉMENT
20 01	Fractions collectées séparément (sauf section 15 01).
20 02	Déchets de jardins et de parcs (y compris les déchets de cimetière).
20 03	Autres déchets municipaux.

INFORMATION

Les arrêtés ministériels relatifs aux prescriptions générales des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement sont consultables sur le site internet : <http://www.ineris.fr/aida/> (rubriques : réglementation / classement thématique / installations classées et nomenclature ICPE) :

- **rubrique n° 2710** : Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets (enregistrement) ;
- **rubrique n° 2716** : Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 (déclaration) ;
- **rubrique n° 2711** : Installations de transit, regroupement ou tri de déchets d'équipements électriques et électroniques (déclaration) ;
- **rubrique n° 1435** : Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs (déclaration).